

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

2 juillet 2020

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

visant à prévoir dans le plan de retrait de l'*Operation Vigilant Guardian* (OVG) des moyens équivalents pour les sites présentant un niveau 3 de la menace

(déposée par
MM. Michael Freilich et Koen Metsu)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

2 juli 2020

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

teneinde te voorzien in evenwaardige middelen voor sites met dreigingsniveau 3 in het afbouwplan van *Operation Vigilant Guardian* (OVG)

(ingedien door
de heren Michael Freilich en Koen Metsu)

02749

<i>N-VA</i>	: <i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
<i>Ecolo-Groen</i>	: <i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen</i>
<i>PS</i>	: <i>Parti Socialiste</i>
<i>VB</i>	: <i>Vlaams Belang</i>
<i>MR</i>	: <i>Mouvement Réformateur</i>
<i>CD&V</i>	: <i>Christen-Démocratique en Vlaams</i>
<i>PVDA-PTB</i>	: <i>Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique</i>
<i>Open Vld</i>	: <i>Open Vlaamse liberalen en democraten</i>
<i>sp.a</i>	: <i>socialistische partij anders</i>
<i>cdH</i>	: <i>centre démocrate Humaniste</i>
<i>DéFI</i>	: <i>Démocrate Fédéraliste Indépendant</i>
<i>INDEP-ONAFH</i>	: <i>Indépendant - Onafhankelijk</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>	
<i>DOC 55 0000/000</i>	<i>Document de la 55^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi</i>
<i>QRVA</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>
<i>CRIV</i>	<i>Version provisoire du Compte Rendu Intégral</i>
<i>CRABV</i>	<i>Compte Rendu Analytique</i>
<i>CRIV</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>
<i>PLEN</i>	<i>Séance plénière</i>
<i>COM</i>	<i>Réunion de commission</i>
<i>MOT</i>	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>

<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
<i>DOC 55 0000/000</i>	<i>Parlementair document van de 55^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV</i>	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag</i>
<i>CRABV</i>	<i>Beknopt Verslag</i>
<i>CRIV</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
<i>PLEN</i>	<i>Plenum</i>
<i>COM</i>	<i>Commissievergadering</i>
<i>MOT</i>	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les militaires belges sont présents dans nos rues depuis le 17 janvier 2015. La présente proposition de résolution demande qu'il soit reconnu que si la menace est passée au niveau 2 pour toute la Belgique, ce n'est pas le cas de certains sites spécifiques "sensibles" comme les ambassades, les écoles et institutions culturelles de la communauté juive et les sites nucléaires qui, d'après l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM), relèvent encore aujourd'hui du niveau 3. La présente proposition de résolution demande au gouvernement de tenir compte de cette situation s'il est donné suite au plan de retrait de l'Opération *Vigilant Guardian* et de continuer à prévoir une protection équivalente pour ces sites si tel est le cas.

C'est le 24 mai 2014 qu'a eu lieu en Belgique le premier attentat en lien avec Daesh. Ce jour-là, Mehdi Nemmouche a fait irruption dans le Musée juif de Bruxelles avec une kalachnikov, y tuant quatre personnes. Le 7 janvier 2015, la France a été ébranlée par un attentat sanglant commis à la rédaction du magazine satirique Charlie Hebdo. Les auteurs, les frères Saïd et Chérif Kouachi, y ont fait plusieurs victimes avec leurs armes. Après ces attentats et après le démantèlement d'une cellule terroriste à Verviers le 15 janvier 2015, il a été décidé de déployer des militaires dans les rues.

La décision de faire appel à l'armée s'inscrivait dans le cadre de la nouvelle mesure *Operation Vigilant Guardian* (OVG), qui prévoyait que les services de police se feraient désormais assister par des militaires pour les patrouilles en rue et la surveillance de lieux sensibles. Le niveau de la menace en Belgique a également été porté à l'époque de 2 (moyen) à 3 (grave) par l'OCAM.

Le déploiement de militaires en Belgique était justifié non seulement en raison des problèmes de capacité de la police, mais aussi en raison du fait que les soldats sont formés et équipés pour la lutte contre les terroristes et les grands criminels. Le gouvernement a estimé que l'article 167 de la Constitution, la loi du 20 mai 1994, l'arrêté royal y afférent du 6 juillet 1994 et l'article 151 de la loi-programme du 2 août 2002 constituaient une base suffisamment claire et solide pour confier le maintien de la sécurité publique aux soldats.

On constate que différents pays d'Europe ont recours aux forces armées pour des missions intérieures. Ainsi, l'Italie a déployé l'armée sur le territoire national

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Sinds 17 januari 2015 zijn Belgische militairen in het straatbeeld aanwezig. Deze resolutie vraagt om erkenning van het feit dat het dreigingsniveau voor heel België tot niveau 2 is gezakt maar dat dit niet het geval is voor specifieke, "gevoelige" sites zoals ambassades, scholen en culturele instellingen van de Joodse gemeenschap en nucleaire sites. Deze locaties ressorteren vandaag immers nog steeds onder dreigingsniveau 3 volgens het Orgaan voor de Coördinatie en de Analyse van de Dreiging (OCAD). De resolutie verzoekt de regering dan ook om hiermee rekening te houden indien gevogt wordt gegeven aan het afbouwplan van *Operation Vigilant Guardian* en ervoor te zorgen dat in een evenwaardige bescherming wordt voorzien voor deze sites als dat het geval zou zijn.

Op 24 mei 2014 vond de eerste aan IS gelinkte aanslag in België op het Joods museum in Brussel. Mehdi Nemmouche drong met een Kalasjnikov het Joods Museum binnen en bracht vier mensen om het leven. Op 7 januari 2015 werd Frankrijk opgeschrikt door een bloederige aanslag op het satirische magazine Charlie Hebdo. De daders, de broers Saïd en Chérif Kouachi, maakten meerdere slachtoffers op de redactie van het magazine met hun wapens. Na deze aanslagen en de uitschakeling van een terreurcel in Verviers op 15 januari 2015, werd de beslissing genomen om het leger in te schakelen in de straten.

De beslissing om het leger in te schakelen maakte deel uit van de nieuwe maatregel *Operation Vigilant Guardian* (OVG) waar militairen voortaan de politiediensten zouden bijstaan in het patrouilleren van de straten en in het bewaken van gevoelige plaatsen. Het dreigingsniveau in ons land werd ook verhoogd van niveau 2 (gemiddeld) naar niveau 3 (ernstig) door het OCAD.

De inzet van militairen in België kwam er niet enkel vanwege capaciteitsproblemen bij de politie maar ook omdat soldaten getraind én uitgerust zijn in de strijd tegen terroristen en zware criminelen. Aan de hand van artikel 167 van de Grondwet, de wet van 20 mei 1994, het bijhorend koninklijk besluit van 6 juli 1994 en artikel 151 van de programmawet van 2 augustus 2002 stelde de regering dat zij een voldoende duidelijke en solide basis heeft om soldaten de openbare veiligheid te laten garanderen.

In verschillende Europese landen zien we het gebruik van de krijgsmacht voor interne doeleinden. Italië kent het sinds 2008, als reactie op de toenmalige

à partir de 2008, en réaction à la crise des réfugiés. En France également, on observe depuis plusieurs années une présence militaire en rue dans le cadre du Plan Vigipirate. La Grande-Bretagne a, elle aussi, déployé des militaires sur le territoire national dans le cadre de l'opération *Temperer* mise en place après l'attentat de Manchester. En Allemagne, le débat sur le recours à l'armée a été réactivé à la suite d'attentats terroristes de moindre ampleur.

En Belgique, c'était pour la Défense, la première occasion d'entrer directement en contact avec le grand public, ce qui a contribué à créer une image positive de l'armée.

Alors que les militaires étaient déjà présents dans les rues de Belgique, l'un des attentats les plus sanglants d'Europe a été commis en France. Le 13 novembre 2015, Paris a été ébranlé par trois attentats-suicides au Stade de France, suivis de plusieurs fusillades dans des bars et restaurants et d'un carnage épouvantable au Bataclan, une salle de concert. Quelques mois plus tard, c'était au tour de la Belgique d'être confrontée à des attentats terroristes. Le 22 mars 2016, deux attentats de grande ampleur y ont été perpétrés, l'un dans le métro bruxellois, l'autre à Brussels Airport, l'aéroport international de Bruxelles. Jusqu'à 1 800 militaires ont ensuite été déployés pour soutenir la police. Le niveau de la menace a été porté à 4 (très grave) jusqu'au 24 mars 2016. Le niveau général de la menace a ensuite été ramené à 3.

Le 22 janvier 2018, l'OCAM a indiqué que le niveau de la menace avait été revu à 2 pour l'ensemble du territoire. Il a été précisé à cette occasion que même en cas de baisse du niveau de la menace, il existe toujours un risque ou une probabilité de danger ou de menace. L'OCAM a toutefois maintenu le niveau 3 pour les lieux spécifiques pour lesquels il existe un risque accru.¹

Près de deux ans plus tard, le 18 décembre 2019, le ministre des Affaires étrangères et de la Défense a indiqué en commission de la Défense nationale de la Chambre qu'un projet de plan de retrait avait été élaboré entre la police fédérale et la Défense.² Ce plan prévoyait, dans une première phase, une réappropriation progressive de la mission de sécurisation par la police fédérale, moyennant l'aide d'une centaine de militaires (200 militaires et une réserve rapidement mobilisable de 100 militaires). Il a également annoncé qu'à partir de septembre 2020, la police devrait à nouveau assurer

¹ NCCN, "Niveau de la menace générale revu à 2: mesures de sécurité adaptées", 22 janvier 2018, <https://centredecrise.be/fr/news/securite-au-quotidien/niveau-de-la-menace-generale-revu-2-mesures-de-securite-adaptees>.

² Compte rendu de la Commission de la Défense nationale, 18 décembre 2019, <https://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/55/ic078x.pdf>, 8.

vluchtelingscrisis, een ontplooiing van het leger op het nationaal grondgebied. Ook in Frankrijk is er in het kader van het *Plan Vigipirate* al enkele jaren een militaire aanwezigheid in het straatbeeld. Ook Groot-Brittannië zette militairen in op nationaal grondgebied in het kader van *Operation Temperer*, die werd geactiveerd na de aanslag in Manchester. In Duitsland kwam na kleinere terreuraanslagen opnieuw de discussie op gang over het inzetten van het leger.

Voor Defensie in België was dit de eerste keer om in direct contact te treden met de brede bevolking, wat bijdraagt tot het creëren van een positief imago van het leger.

Terwijl de militairen in België reeds waren ingezet op straat, vond één van de bloederigste aanslagen in Europa plaats in Frankrijk. Op 13 november 2015 werd Parijs opgeschrikt door drie zelfmoordaanslagen aan het Stade de France, gevolgd door meerdere schietpartijen in bars en restaurants, die eindigden in een massale slachtpartij in de concertzaal Bataclan. Enkele maanden later werden we in België zelf geconfronteerd met terreuraanslagen. Op 22 maart 2016 werden twee grote aanslagen gepleegd, één op de Brusselse metro en één op de internationale luchthaven van Brussels airport. Vervolgens werden tot 1 800 militairen ingeschakeld om de politie te ondersteunen. Het dreigingsniveau werd tot 24 maart 2016 opgetrokken tot niveau 4 (zeer ernstig). Daarna zakte het algemene dreigingsniveau terug tot 3.

Op 22 januari 2018 communiceerde het OCAD dat het dreigingsniveau voor het hele land werd vastgelegd op niveau 2. Er werd benadrukt dat, ook bij daling van het dreigingsniveau, er nog steeds een risico of waarschijnlijkheid van gevaar of dreiging blijft bestaan. Voor specifieke, risicovolle locaties behield het OCAD echter dreigingsniveau 3.¹

Bijna twee jaar later, op 18 december 2019, verklaarde minister van Buitenlandse Zaken en Defensie in de Kamercommissie Landsverdediging dat er tussen de federale politie en Defensie een ontwerp voor een afbouwplan tot stand was gekomen.² Dat plan voorzag in een eerste fase in een geleidelijke en progressieve terugname van de beveiligingsopdracht door de federale politie, mits bijstand van een honderdtal militairen (200 militairen en een snel inzetbare reserve van 100 militairen). Ook kondigde hij aan dat vanaf september 2020 de politie de beveiliging van haar sites opnieuw zelf

¹ NCCN, "Algemeen dreigingsniveau teruggebracht naar 2: aangepaste veiligheidsmaatregelen", 22 januari 2018, <https://crisiscentrum.be/nl/news/openbare-veiligheid/algemeen-dreigingsniveau-teruggebracht-naar-2-aangepaste>.

² Verslag Commissie voor Landsverdediging, 18 december 2019, www.dekamer.be/doc/CCRI/pdf/55/ic078x.pdf, 8.

elle-même la protection de ses sites, à l'exception des sites nucléaires situés en Flandre, qui nécessiteraient encore un effectif de 30 militaires. Cette déclaration a été répétée par le ministre le 22 janvier 2020; il a alors admis que rien n'avait encore changé au niveau du plan de retrait lui-même. Il y avait seulement eu une discussion au niveau interdépartemental et au Conseil national de sécurité.³ Le 8 avril 2020, la même annonce a été faite, mais avec la précision que le gouvernement avait d'autres priorités que l'exécution de ce plan.⁴ Le 13 mai 2020, le ministre n'a pas pu faire part d'un grand nombre de nouveaux développements, hormis le fait que le commissaire général de la police fédérale avait proposé un plan de reprise au sein du Comité stratégique du renseignement et de la sécurité⁵. La police fédérale a dès lors indiqué, le 16 mai 2020, qu'elle avait fait son devoir et qu'elle attendait la décision politique en la matière.

Dans l'intervalle, le ministre de l'Intérieur a également été impliqué dans le dossier, bien qu'il ait été plus prudent dans sa communication sur le plan de retrait de l'OVG. Le 8 avril 2020, il a encore affirmé que la crise du COVID-19 ne pouvait pas faire oublier les exigences en matière de sécurité publique.⁶ Un mois plus tard, il soulignait qu'il n'y avait pas d'indication que le déploiement des militaires dans les rues ne serait plus prolongé par lui-même et par le ministre des Affaires étrangères. Le 5 mai 2020, il a indiqué ce qui suit: "C'est uniquement en cas d'évaluation fondamentalement différente par l'OCAM, si l'analyse de la menace est revue (– je dis bien "si", et nous n'avons actuellement aucune indication selon laquelle cela aurait lieu pour le moment –), qu'une autre décision peut être prise concernant la présence des militaires dans les rues" (traduction).⁷

Malgré les nombreuses déclarations, il règne toujours une grande imprécision concernant le contenu et l'entrée en vigueur du plan de retrait de l'OVG, certainement parce que le ministre de l'Intérieur a annoncé lui-même qu'il ne voyait pas pourquoi le déploiement des militaires dans les rues ne serait pas prolongé. Ce que ce dernier a ensuite souligné le 5 mai 2020 est dès

zou uitvoeren, met uitzondering van de nucleaire sites in Vlaanderen, waar nog steeds dertig militairen voor zouden worden ingezet. Deze verklaring werd opnieuw herhaald door de minister op 22 januari 2020, waarbij hij moest toegeven dat er nog niets veranderd was aan het afbouwplan zelf. Er was enkel een gesprek geweest op interdepartementaal niveau en op de Nationale Veiligheidsraad.³ Op 8 april 2020 werd hetzelfde verkondigd met de boodschap dat de regering andere prioriteiten had dan de uitvoering van een dergelijk plan.⁴ Op 13 mei 2020 kon de minister weinig nieuwe ontwikkelingen delen buiten dat de commissaris-generaal van de federale politie een terugnameplan in het Strategisch Comité voor Inlichtingen en Veiligheid had voorgesteld.⁵ De federale politie verklaarde op 16 mei 2020 dan ook dat zij hun huiswerk gemaakt hadden en de politieke beslissing hieromtrent afwachtte.

Ondertussen was ook de minister van Binnenlandse Zaken in deze kwestie betrokken, hoewel voorzichtiger in zijn communicatie over het OVG-afbouwplan. Op 8 april 2020 verklaarde hij nog dat de COVID-19-crisis de openbare-veiligheidseisen niet mocht doen vergeten.⁶ Een maand later benadrukte hij dat er geen indicatie was dat de inzet van militairen in de straat niet meer zou verlengd worden door hem en de minister van Buitenlandse Zaken. Hij verklaarde op 5 mei 2020 dat "alleen wanneer een fundamenteel andere evolutie volgt door het OCAD, wanneer de dreigingsanalyse zou worden herzien (– ik zeg wel zou worden herzien en wij hebben geen enkele indicatie dat dit op dit moment zou gebeuren –) kan er omtrent de aanwezigheid van de militairen in het straatbeeld een andere beslissing worden genomen".⁷

Ondanks de vele verklaringen is er nog steeds onduidelijkheid over de inhoud en inwerkingtreding van het OVG-afbouwplan. Zeker omdat de minister van Binnenlandse Zaken zelf verkondigde niet in te zien waarom de inzet van militairen op straat niet meer verlengd zou worden. Hetgeen deze laatste vervolgens onderstreepte op 5 mei 2020 is dan ook exact wat de indieners van deze

³ Compte rendu de la Commission de la Défense nationale, 22 janvier 2020, <https://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/55/ic094x.pdf>, 18.

⁴ Compte rendu de la Commission de la Défense nationale, 8 avril 2020, <https://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/55/ic139x.pdf>, 20.

⁵ Compte rendu de la Commission de la Défense nationale, 13 mai 2020, <https://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/55/ic177x.pdf>, 25.

⁶ Compte rendu de la Commission de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Migration et des Matières administratives, 8 avril 2020, <https://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/55/ic140x.pdf>, 25.

⁷ Compte-rendu de la Commission de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Migration et des Matières administratives, 11 mai 2020, <https://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/55/ic175x.pdf>, 10-11.

³ Verslag Commissie voor Landsverdediging, 22 januari 2020, www.dekamer.be/doc/CCRI/pdf/55/ic094x.pdf, 18.

⁴ Verslag Commissie voor Landsverdediging, 8 april 2020, www.dekamer.be/doc/CCRI/pdf/55/ic139x.pdf, 20.

⁵ Verslag Commissie voor Landsverdediging, 13 mei 2020, www.dekamer.be/doc/CCRI/pdf/55/ic177x.pdf, 25.

⁶ Verslag Commissie voor Binnenlandse Zaken, Veiligheid, Migratie en Bestuurszaken, 8 april 2020, www.dekamer.be/doc/CCRI/pdf/55/ic140x.pdf, 25.

⁷ Verslag Commissie voor Binnenlandse Zaken, Veiligheid, Migratie en Bestuurszaken, 11 mei 2020 www.dekamer.be/doc/CCRI/pdf/55/ic175x.pdf, 10-11.

lors exactement ce sur quoi nous souhaitons mettre l'accent: pour le moment, il n'y aucune indication selon laquelle l'OCAM reverrait son analyse de la menace. Cette analyse prévoyait un niveau de menace 2 pour l'ensemble de la Belgique, mais toujours un niveau de menace 3 pour certains sites spécifiques. Ces différents sites, et pas seulement des sites nucléaires comme le prétend le ministre des Affaires étrangères et de la Défense, sont donc toujours exposés aujourd'hui à un risque sérieux de danger où "la menace à l'égard de la personne, du groupement ou de l'événement qui fait l'objet de l'analyse est possible et vraisemblable". Si le retrait de l'OVG entre effectivement bientôt en vigueur, il faut pouvoir garantir que tous ces sites bénéficieront toujours d'une protection adéquate ("niveau 3").

Il a été suggéré précédemment que la nouvelle Direction de la Sécurisation de la police fédérale (DAB) pourrait reprendre une partie des missions de contrôle de la Défense. Si la DAB est envisagée comme un candidat sérieux pour reprendre les tâches de sécurité de la défense sur ces sites sensibles, les auteurs demandent que l'on s'assure d'abord qu'ils pourront fournir un soutien équivalent. La sécurité des personnes, groupements et lieux à protéger doit en effet être notre première préoccupation.

resolutie willen beklemtonen: momenteel is er geen enkele indicatie dat het OCAD zijn dreigingsanalyse zou herzien. Deze analyse omvatte een vaststelling van het dreigingsniveau 2 voor geheel België maar nog steeds dreigingsniveau 3 voor specifieke sites. Deze verschillende sites, en niet alleen nucleaire sites zoals gesteld door minister van Buitenlandse Zaken en Defensie, zijn vandaag dus nog steeds blootgesteld aan een ernstig risico voor gevaar waar "de dreiging tegen de persoon, groepering of gebeurtenis die voorwerp uitmaakt van de analyse, mogelijk en waarschijnlijk is". Indien de afbouw van OVG effectief binnenkort in werking zou treden, moet er ook verzekerd kunnen worden dat al deze sites wel nog adequate ("niveau 3") bescherming krijgen.

Eerder werd geopperd dat de nieuwe Directie beveiliging van de Federale Politie (DAB), mogelijks een deel van de controletaken van Defensie zou kunnen overnemen. Indien de DAB als serieuze kandidaat wordt overwogen om de beveiligingstaken van Defensie op deze gevoelige sites over te nemen, vragen de indieners om zich er toch eerst van te vergewissen dat zij in een gelijkwaardige ondersteuning kunnen voorzien. De veiligheid van de te beschermen personen, groeperingen en plaatsen moet immers voorop staan.

Michael FREILICH (N-VA)
Koen METSU (N-VA)

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu les articles 2 et 5 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme, qui impliquent que les autorités publiques doivent assurer la sécurité de tous leurs citoyens, sans distinction;

B. considérant que la mesure "*Operation Vigilant Guardian*" est entrée en vigueur le 16 janvier 2015, au lendemain de plusieurs attentats terroristes, et vise à assurer la protection de l'ensemble de la population et à charger la Défense d'aider la police intégrée à remplir ses missions en matière de sécurisation;

C. observant que le choix de placer des militaires dans les rues était et reste logique dès lors que les militaires sont entraînés, armés et équipés pour offrir une protection adéquate contre la menace constituée par les terroristes et les grands criminels;

D. constatant que l'OCAM avait, à ce moment-là, fixé le niveau de la menace à 3 pour l'ensemble de la Belgique, à l'exception des quelques jours durant lesquels ce niveau avait été relevé au niveau 4 à la suite des attentats perpétrés à Bruxelles en mars 2016;

E. notant que l'OCAM a indiqué, le 22 janvier 2018, que le niveau de la menace avait été ramené au niveau 2 (moyen) en Belgique, mais maintenu au niveau 3 (sérieux) pour certains lieux spécifiques tels que les ambassades, les sites culturels juifs et les centrales nucléaires, où la présence de forces de police et de militaires reste d'application;

F. observant que l'analyse de la menace du 22 janvier 2018 est toujours d'application aujourd'hui;

G. soulignant que le risque terroriste n'est toujours pas écarté, comme l'indique notamment le rapport du Conseil de sécurité de l'ONU du 15 juillet 2019⁸ soulignant, en particulier, le danger représenté par les survivants du Califat islamique. M. Paul Van Tigchelt, directeur de l'OCAM, a également déclaré, dans la foulée, que le risque terroriste n'était pas encore écarté, et mentionné, en particulier, la demande du centre de crise de faire preuve d'une plus grande vigilance devant les institutions juives (faisant partie des sites "sensibles") de notre

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op artikelen 2 en 5 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, die impliceren dat de overheid moet instaan voor de veiligheid van al haar burgers, zonder onderscheid;

B. gelet op het feit dat de maatregel "*Operation Vigilant Guardian*" op 16 januari 2015 van kracht is gegaan na verschillende terreuraanslagen ter bescherming van de gehele bevolking en om bijstand te verzekeren van Defensie aan de geïntegreerde politie in haar beveiligingstaken;

C. merkt op dat de keuze om militairen op straat in te zetten een logische keuze was en nog steeds is gezien zij getraind, bewapend en uitgerust zijn om een adequate bescherming te bieden tegen de dreiging die terroristen en zware criminelen vormen;

D. stelt vast dat het OCAD het dreigingsniveau voor heel België op dat moment had vastgelegd op niveau 3, met uitzondering van de aanslagen van maart 2016 in Brussel toen het niveau enkele dagen naar niveau 4 werd verhoogd;

E. noteert dat het OCAD op 22 januari 2018 communiceerde dat het dreigingsniveau in België werd teruggebracht naar niveau 2 (gemiddeld) maar niveau 3 (ernstig) behield voor enkele specifieke locaties zoals ambassades, Joodse culturele sites en kerncentrales waar de aanwezigheid van politiediensten en militairen van toepassing bleef;

F. merkt op dat de dreigingsanalyse van 22 januari 2018 vandaag nog steeds van kracht is;

G. beklemtoont dat de terreurdreiging nog niet is geweken, zoals onder meer aangegeven in het rapport van de VN Veiligheidsraad op 15 juli 2019.⁸ In dat rapport wordt specifiek het gevaar aangestipt van overlevenden van het IS-kalifaat. Ook OCAD-directeur Paul Van Tigchelt verklaarde in navolging daarvan dat de terreurdreiging nog niet is geweken. In het bijzonder vermeldde hij de vraag van het crisiscentrum tot extra waakzaamheid voor Joodse instellingen (deel van de "gevoelige" sites) in ons land, die historisch gezien steeds werden

⁸ NATIONS UNIES – Conseil de sécurité, *Twenty-fourth report of the Analytical Support and Sanctions Monitoring Team submitted pursuant to resolution 2368 (2017) concerning ISIL (Da'esh), Al-Qaida and associated individuals and entities*, S/2019/570, 15 juillet 2019, undocs.org/S/2019/570.

⁸ VERENIGDE NATIES – VEILIGHEIDSRAAD, *Twenty-fourth report of the Analytical Support and Sanctions Monitoring Team submitted pursuant to resolution 2368 (2017) concerning ISIL (Da'esh), Al-Qaida and associated individuals and entities*, S/2019/570, 15 juli 2019, undocs.org/S/2019/570.

pays, qui, historiquement, ont toujours été considérés comme des cibles.⁹ Jusqu'à présent, ces avertissements étaient fondés, au vu des attentats terroristes les plus récents commis en Europe les 4 et 27 avril 2020 sur le sol français;

H. considérant que le ministre des Affaires étrangères et de la Défense a annoncé, le 18 décembre 2019, en commission de la Défense nationale, qu'un projet de plan de démantèlement de l'opération "Vigilant Guardian" avait été élaboré mais que, lors des réunions suivantes, il a peu communiqué sur la teneur concrète de ce plan;

I. notant que le ministre de l'Intérieur a déclaré, le 5 mai 2020, que rien n'indiquait que la présence de militaires dans les rues ne serait pas prolongée;

J. observant que la police fédérale a indiqué, le 16 mai 2020, qu'elle avait fait sa part du travail à l'égard de ce plan mais qu'elle attendait la décision politique y afférente;

K. soulignant que ce plan doit mentionner les sites sensibles spécifiques (au-delà des seuls sites nucléaires) nécessitant un appui de la Défense, ou une alternative équivalente;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de faire la clarté sur le contenu et l'entrée en vigueur du plan de retrait de l'OVG, de se concerter et de communiquer en temps opportun à cet égard avec les pouvoirs locaux, les zones de police et les organisations et les institutions qui, selon l'OCAM, relèvent du niveau de menace 3;

2. de prévoir, dans ce cadre, des moyens fédéraux équivalents et une assistance (humaine et technique) pour la sécurisation de ces zones;

3. de prévoir que, si des corps de police locale doivent apporter leur soutien dans le cadre de la mission de surveillance, une marge budgétaire suffisante soit dégagée à cette fin;

beschouwd als doelwitten.⁹ Tot op heden blijken dit geen loze waarschuwingen te zijn, gelet op de meest recente terreuraanslagen die in Europa werden gepleegd op 4 en 27 april 2020 in Frankrijk;

H. gelet op het feit dat minister van Buitenlandse Zaken en Defensie op 18 december 2019 in de Kamercommissie Landsverdediging aankondigde dat een ontwerp voor afbouwplan van *Operation Vigilant Guardian* tot stand was gekomen maar in de vergaderingen die volgden weinig communiceerde over de concrete inhoud van dit afbouwplan;

I. noteert dat de minister van Binnenlandse Zaken op 5 mei 2020 verklaarde dat er geen indicatie was dat de inzet van militairen in de straat niet meer zou verlengd worden;

J. merkt op dat de federale politie op 16 mei 2020 communiceerde dat zij hun huiswerk omtrent het afbouwplan reeds gemaakt hadden maar de politieke beslissing hieromtrent afwachtte;

K. onderstreept dat in zulk afbouwplan de specifieke, gevoelige sites (die meer dan enkel nucleaire sites omvatten) niet vergeten mogen worden en een blijvende ondersteuning van Defensie, of een gelijkwaardig alternatief, nodig hebben;

VERZOEKTE DE FEDERALE REGERING:

1. duidelijkheid te scheppen over de inhoud en inwerkingtreding van het OVG-afbouwplan, hierover in overleg te gaan en tijdig te communiceren met de lokale overheden, politiezones evenals met de organisaties en instellingen die volgens het OCAD ressorteren onder dreigingsniveau 3;

2. in dit kader te voorzien in evenwaardige federale middelen en (personele en technische) bijstand voor het beveiligen van deze locaties;

3. erin te voorzien dat, indien lokale politiekorpsen bij de bewakingsopdracht ondersteuning moeten verlenen, hiervoor de nodige budgettaire ruimte wordt vrijgemaakt;

⁹ X., "Verhoogde waakzaamheid voor Joodse gemeenschap", *Gazet van Antwerpen*, 10 octobre 2019, www.gva.be/cnt/dmf20191009_04654234/wel-verhoogde-waakzaamheid-geen-extra-manschappen-voor-joodse-gemeenschap-in-antwerpen; P. VAN TIGCHELT, "Pauze in reeks aanslagen is tijdelijk", *Het Laatste Nieuws* 5 août 2019, www.hln.be/de-krant/vn-rapport-waarschuwt-voor-nieuwe-acties-van-is-nog-dit-jaar-nieuwe-golf-van-aanslagen~a4c6f6af/.

X., "Verhoogde waakzaamheid voor Joodse gemeenschap", *Gazet van Antwerpen* 10 oktober 2019, www.gva.be/cnt/dmf20191009_04654234/wel-verhoogde-waakzaamheid-geen-extra-manschappen-voor-joodse-gemeenschap-in-antwerpen; P. VAN TIGCHELT, "Pauze in reeks aanslagen is tijdelijk", *Het Laatste Nieuws* 5 augustus 2019, www.hln.be/de-krant/vn-rapport-waarschuwt-voor-nieuwe-acties-van-is-nog-dit-jaar-nieuwe-golf-van-aanslagen~a4c6f6af/.

4. d'assurer que, si les missions de contrôle de la Défense sont reprises par d'autres services (publics), ceux-ci offrent un soutien équivalent, sur le plan qualitatif et quantitatif, au soutien fourni par la Défense.

11 juin 2020

4. te verzekeren dat, indien de controletaken van Defensie door andere (overheids)diensten worden overgenomen, in kwaliteit en kwantiteit een evenwaardige ondersteuning wordt geboden net zoals Defensie dit deed.

11 juni 2020

Michael FREILICH (N-VA)
Koen METSU (N-VA)